PÉRIODIQUE DE L'ASSOCIATION FRANCE CUBA HÉRAULT

**FÉVRIER 2012** 

# FRANCE CUBA HÉRAULT - 25 ANS DÉJÀ!

Totre comité France Cuba Hérault, depuis sa création, n'a pas failli à sa mission. Les débuts de notre activité se résumaient aux échanges amicaux, culturels et de connaissances

entre les peuples.

Après la chute des pays de l'Est et des conséquences qui en découlent, Cuba est confrontée à une situation économique préoccupante. Notre comité se mobilise pour aider les cubains à supporter ce que l'on appellera la « période spéciale ». Chaque ami qui part pour Cuba emporte un peu de cette solidarité; principalement des médicaments et du matériel scolaire. Nous voulions développer cette solidarité et apprenant qu'un bateau cubain se trouve dans le port de Sète (Le Rio Arimao), nous allons voir le commandant qui accepte de prendre le matériel sur son bâtiment. Nous transportons alors tout ce que nous avons préparé, matelas, lits médicalisés, fauteuils roulants, matériels scolaires, médicaments... donnés par les pharmaciens, le Secours Populaire et diverses organisations.

Par l'intermédiaire de l'ICAP (Institut Cubain d'Amitiés entre

les Peuples) dont les responsables suivent ces gros chargements et leur distribution. Une véritable ruche au travail se forme sur place, répertorie, trie, met en cartons jusqu'au prochain envoi avec comme destination l'école «Solidaridad con Panama», l'usine «Lujan Vasquez», les hôpitaux «William Soler» et «Kalisto Garcia» et de nombreuses écoles. Quand nous ne pouvions plus avoir de bateau, par l'intermédiaire de l'ambassade, nous obtenons la possibilité d'expédier gratuitement par la compagnie aérienne « Cubana avacion », ce qui pour nous est une aubaine. Nous n'avons plus à notre charge que le transport d'une semi-remorque jusqu'à Orly. Nous avons aussi participé aux grandes initiatives nationales comme «Un bateau pour Cuba» où plusieurs tonnes de matériels sont acheminées en camion par Dunkerque.

En 2000, nous organisons avec l'aide de l'ambassade, le voyage d'Aleïda Guevara dans cinq comités du sud; bien sûr avec une fille du Che tout est facile et ce voyage est un franc succès.

Aujourd'hui grâce à la collaboration des pays de l'alliance Bolivarienne « *ALBA* » Cuba a pu sortir

de la période spéciale, sa situation économique s'est améliorée et les réformes en cours tendent vers une autonomie alimentaire ce qui forcement modifie la nature de notre solidarité, plus axée vers le financement de projets en accord avec les autorités cubaines : San-José, Candélaria, La Castellana, la ferme Gallego Otero.

Mais plus que jamais Cuba a besoin de notre appui pour montrer que Cuba résiste et soit reconnu comme pays souverain. Poursuivons les actions sur les marchés, les fêtes populaires et exigeons : la levée du blocus de l'Ile, la libération aux États-Unis des 5 antiterroristes cubains, la fermeture du camp de Guantanamo.

Vingt cinq ans c'est beaucoup, c'est long, mais cette lutte que nous avons menée a été exaltante et gratifiante.

Nous continuerons!

Christiane ABELLA





### **CUBA CÉLÈBRE LA 53éme ANNÉE DE SA RÉVOLUTION**

La huitième période de sessions ordinaires de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba a offert un important discours du président Raul Castro Ruz le 23 décembre 2011.

L'économie a connu une croissance plus faible qu'espérée avec 2,7% de produit intérieur brut contre 3% parce que des investissements économiques ne se sont pas réalisés, la production alimentaire et la construction ont connu des désagréments. L'objectif est de progresser jusqu'à 3,4% du P.I.B. en 2012 malgré l'injuste embargo étatsunien qui a continué de pénaliser l'économie de l'île des caraïbes l'an passé. Les limitations de transferts bancaires ont été levées et l'augmentation de la production nationale d'aliments permettront de diminuer les importations. A ce sujet Raul a signalé que le marché noir nuit à l'économie cubaine ; les agriculteurs et les fonctionnaires qui le pratiquent seront jugés.

Raul Castro est certain que le pire ennemi de la Révolution est la corruption, il a déclaré qu'elle est pratiquée par les *cols blancs*: fonctionnaires bureaucrates, délinquants et étrangers liés au commerce extérieur dans la production, le transport, la distribution de l'alimentaire, la gastronomie et le logement. La bataille stratégique contre la corruption a commencé à donner des résultats et

Raul a félicité la police nationale révolutionnaire en ce sens.

En 2011, la production sucrière a débuté sa récupération. Les ventes dans le secteur automobile et le logement ont été autorisées et le tourisme a battu un record dépassant de loin les deux millions de visiteurs. La gratuité de la santé, de l'éducation, de la culture, des sports et de la sécurité sociale sont les points forts dont bénéficie la population cubaine.

Malgré cela les États-Unis ont une attitude interventionniste, hostile au socialisme, en quête de toute opportunité pour mettre à mal les acquis de la société cubaine. Le cas de Alan Gross est récurrent dans les médias capitalistes. Financé par l'Usaid pour pratiquer l'exécution de programmes fédéraux, son nom est souvent publié lorsque preuves des Cinq Héros Cubains qui surveillaient en 1998 les activités terroristes d'origine contre révolutionnaires de cubains au New Jersey et en Floride, transmises au FBI qui n'ont pas été utilisées pour arrêter les terroristes mais pour emprisonner ces 5 cubains au terme d'un procès judiciaire corrompu.

Pour la venue du pape Benoit XVI, l'état cubain a décidé de gracier 2 900 prisonniers, dont 86 étrangers de 25 pays et 5 « prisonniers politiques », du jamais vu depuis 1998. Les prisonniers libérés pour bonne conduite ou raisons de santé étaient condamnés pour motifs d'espionnage, atteinte à la sureté de l'état, assassi-

nat, viol, trafic de drogue ou vol avec violence

Barack Obama, onzième et peut etre douzième président des États Unis semble ne pas comprendre que Cuba au XIXème siècle a fait d'énormes sacrifices pour conquérir son indépendance, puis défendre sa liberté à la Baie des Cochons en 1962, et a continué pendant la période spéciale dans la dernière décade du XXème siècle ainsi que maintenant.

Écrire à Barack Obama en lui demandant la libération des cinq: Antonio Guerrero Rodriguez, Fernando Gonzalez Llort. Gerardo Hernandez Nordelo, Ramon Labañino Salazar, René Gonzalez Sehwerert, le 5 de chaque mois et cela massivement, tout comme les innombrables initiatives de part toute la planète est ce qui doit les faire libérer sans plus attendre. Nous verrons compréhension véritable politique des droits humains.

La Révolution Cubaine fête cinquante trois ans de socialisme avec le soutien de 187 pays aux Nations Unies contre l'embargo des USA et la toute récente création de la CELAC

Stephan N'Diaye



### L'EXPLORATION PÉTROLIERE A CUBA



uba termine 2011 avec une production pétrolière autour de quatre millions de tonnes: chiffre atteint dans les derniers cinq ans. Cette production représente approximativement la moitié de la consommation du pays et 98% de celle prévue par le plan. Le reste des nécessités énergétiques sont complétées avec l'importation de quelques 100 000 barils/jour du Vénézuéla. Ces résultats sont inférieurs à ce qui était espéré dans des nouveaux puits. L'exploitation sur terre atteint ses limites. Cuba va donc entreprendre des forages pétroliers en eaux profondes dans le Golfe du Mexique. Une étude du service géologique des États Unis réalisée en 2004 évalua à 4 600 millions de barils de pétrole et 9,8 billions de m3 de gaz naturel, le potentiel du bassin nord de Cuba.

La Compagnie pétrolière d'état cubaine Cuba Petroleo (CUPET) estima que les réserves peuvent être quatre à cinq fois supérieures. Les réserves cubaines seraient au niveau de celles que possèdent l'Équateur, quatrième pays parmi ceux qui disposent des meilleures réserves pétrolières en

Amérique Latine après le Venezuela, le Mexique et le Brésil.

En été 2004, Repsol réalisa les premiers forages dans un bloc près de Yamagua à une profondeur de 3 410 mètres. Le sondage démontra qu'il existe un système pétrolier avec de hautes perspectives dans un bassin géologiquement peu exploré. En 2005, des compagnies canadiennes rencontrèrent des preuves de pétrole de haute qualité dans la zone économique exclusive de Cuba, un secteur du Golfe du Mexique limité par les frontières maritimes avec le Mexique et les États Unis. Cette zone comprend une aire de 119 000 km2, divisée en 59 blocs d'exploration d'environ 2 000 km2 chacun. A partir de 2001, le gouvernement cubain concéda des blocs à des compagnies étran-

Actuellement, 22 blocs ont été attribués. En plus de Repsol YPF (Espagne), les contrats concernent des compagnies norvégiennes (Statoil Hydro), indienne (ONGC), malaisienne (Petronas), vietnamienne (Petro Vietnam), russe (Gazprom), angolaise (Sonangol), vénézuélienne (PDV-SA), et chinoise (CNOOC). Repsol YPF va commencer les explorations dans les eaux profondes cubaines du Golfe du Mexique dans le bloc de Jaguey, situé à 22 miles des côtes cubaines à la hauteur de la plage de Santa Fe et à 60 miles des récifs de la Floride. Pour ces explorations qu'elle réalisera avec Stratoil Hydro et ONGC, Repsol, devant l'impossibilité d'acheter des équipements de forage aux Etats Unis, à cause du blocus, et Cuba passèrent un contrat avec la société italienne Eni SpA's pour la construction d'une plate forme semi-submersible de dernière génération, capable de forer à 3 600 mètres. Cette plate forme Scarabee 9 a été construite dans les chantiers navals chinois à Shangaï par l'entreprise Saipem. Elle a été doté de tous les équipements à Singapour et acheminée jusqu'au Golfe du Mexique après des escales techniques en Afrique du Sud, au Brésil et à Trinidad et Tobago. Dans ce dernier pays, elle fut inspectée, à la demande de Repsol, par des fonctionnaires étatsuniens du Service des Gardes côtes et du Département de l'Intérieur.

Dans un communiqué, le Département de l'Intérieur et le Service des Gardes côtes des États Unis assurèrent que la plate forme remplit les paramètres de sécurité établis internationalement. De plus les inspecteurs envoyés par les Etas Unis indiquèrent que l'installation remplit en général, les standards nord américains et internationaux que Repsol s'est engagé à remplir dans un communiqué de l'Office de Sécurité et des Environnementaux Contrôles (BSEE) du Département de l'Intérieur. La révision porta sur les aspects constructifs de la plate forme, des équipements de forage et les systèmes de sécurité, y compris canots de sauvetage et équipements contre les incendies, les générateurs d'urgence, les systèmes de positionnement dynamique, les espaces des machines et la valve obstructive pour prévenir des explosions. La mise au point répond aux préoccupations manifestées préalablement par le Département de la Justice des États Unis sur l'inspection en dehors de la juridiction étatsunienne.

Ce communiqué est un coup dur pour le groupe de mafieux anticubain au Congrès des Etats Unis, dirigé par la réactionnaire Ileana Ros Lehtinen et contre le stratagème des terroristes mafieux de Miami qui ont essayé, par tous les moyens, de s'opposer à l'exploration pétrolière dans la zone économique exclusive cubaine, sous couvert de motifs de sécurité. Les risques de fuite de pétrole par accident sont une possibilité mais Cuba assure qu'elle a un programme préventif et, du personnel technique des Etas Unis est en contact avec la compagnie d'état cubaine CUPET et avec les autorités cubaines pour coopérer dans programmes d'assistance technique. En 2010, l'Administration Obama octroya des permis pour opérer à Cuba à des entreprises spécialisées dans la prévention et le contrôle de fuites pétrolières.

Pendant que se tenait à Puerto España, le sommet du CARICOM, des représentants de Cuba, du Mexique, des Bahamas, de la Jamaïque et des États Unis se réunirent à Nassau pour un séminaire sur la préparation et la riposte en cas de désastre pétrolier dans la zone. La réunion tenue du 7 au 9 décembre 2011, fut initiée par le Gouvernement des Bahamas et le « Régional Pollution Emergency Information and Training Center for the Wilder Caribbéan (REMPEICT-Caribe) ». L'objectif de la réunion était d'augmenter la coopération régionale et la planification conjointe des réponses en relation avec les installations en mer et la préparation contre la contamination marine, indiqua le Département d'État.

REMPEICT-Caribe est un centre régional qui aide des pays hémisphériques à prévenir et organiser des ripostes pour les incidents de pollution dans l'environnement L'organisation marin. compte avec l'aide de l'Organisation Internationale Maritime (OIM) et le programme environnemental des Nations Unies. La plate forme a coûté 750 millions de dollars et Repsol paie un loyer quotidien de 511 000 \$, soit pour un mois environ 15 millions de \$. Une fois que Repsol finalisera ses explorations, la plate forme sera cédée à la compagnie Petronas de Malaisie avec quatre blocs à la hauteur de Pinar Del Rio. Ensuite elle sera utilisée par la filiale OVL du consortium indien ONGC, qui a deux blocs limitrophes à ceux de Petronas. En attente, il y a aussi d'autres compagnies avec des blocs à explorer. Il est calculé que Scarabee 9 restera dans la zone du Nord de Cuba pour deux ans et explorera entre cinq et sept puits.

La perspective de découvrir des hydrocarbures active, à Cuba, d'autres plans d'infrastructures pétrolières qui comportent une base de stockage dans le port de Mariel, à 45 km de La Havane, la réanimation du port de super tankers à Matanzas, l'oléoduc qui relie les ports de Matanzas et de Cienfuegos, l'agrandissement et la modernisation de la raffinerie de Cienfuegos qui augmentera sa capacité de traitement de 65 000 à 150 000 barils/jour. Le port de Mariel, financé par le Brésil à un coût de 800 millions de dollars. doit se convertir en une base logistique de l'activité pétrolière et en la plus importante zone économique du pays.

La découverte des réserves, prises dans l'estimation minimum pourrait faire de Cuba un pays indépendant énergétiquement et éventuellement un exportateur. Cela aurait un impact incalculable pour son économie et pourrait envoyer la politique de sanctions des États Unis dans la poubelle des erreurs de calcul de l'empire.





L'achat du café cubana conditionné par Legal, est important pour financer notre solidarité.  $3 \in \mathbb{C}$  le paquet, s'adresser à:

Chistiane Abella 04 67 30 15 66 Annie Berthelemy 04 67 21 06 57 Josiane Plantier 04 67 77 87 76

## 50 ANS DE BLOCUS, L'OBSESSION DES USA À L'ÉGARD DE CUBA

Le 7 février 1962, la plus grande puissance du monde mettait en place un blocus total contre la Grande Île caraïbe. Salim Lamrani, universitaire et écrivain, analyse pour l'Humanité les conséquences de cette guerre économique sans pitié.

Il y a cinquante ans, jour pour jour, les États-Unis imposaient des sanctions économiques totales à Cuba. Dans votre dernier livre, État de siège (\*), vous revenez sur cette réalité. Pourquoi un tel acharnement?

Salim Lamrani. Il faut savoir que la rhétorique diplomatique visant à justifier l'hostilité états-unienne vis-à-vis de Cuba a fluctué selon les époques.

Dans un premier temps, il s'agissait des nationalisations et de leurs indemnisations. Par la suite, Washington a évoqué l'alliance avec l'Union soviétique comme principal obstacle à la normalisation des relations entre les deux pays.

Puis, dans les années 1970 et 1980, l'intervention cubaine en Afrique, plus précisément en Angola et en Namibie, pour aider les mouvements de libération nationale à obtenir leur indépendance et pour lutter contre l'apartheid en Afrique du Sud, a été pointée du doigt pour expliquer le maintien des sanctions économiques.

Enfin, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, Washington brandit l'argument de la démocratie et des droits de l'homme pour maintenir l'étranglement économique sur la nation cubaine.

Peut-on mesurer concrètement aujourd'hui les conséquences des sanctions économiques pour le peuple cubain?

Salim Lamrani. Les sanctions économiques constituent le principal obstacle au développement de la nation. Concrètement, Cuba ne peut rien exporter aux États-Unis et ne peut rien importer de ce pays hormis des matières premières alimentaires depuis 2000, à des conditions drastiques, telles que le paiement à l'avance, dans une autre monnaie que le dollar, sans possibilité de prêt, etc. Cela limite donc énormément les possibilités commerciales de l'île. qui doit se fournir auprès de pays tiers à un coût bien supérieur.

Il faut se souvenir que c'est la première puissance mondiale qui impose des sanctions à Cuba et non un pays comme le Luxembourg. Les États-Unis ont toujours constitué le marché naturel de Cuba pour des raisons historiques et géographiques évidentes. En 1959, 73 % des exportations cubaines étaient destinées au marché états-unien et 70 % des importations en étaient issues. Pendant trente ans, le commerce avec l'Union soviétique a permis de minorer l'impact, mais, depuis 1991, Cuba subit de plein fouet le choc de ces sanctions.

Prenons un exemple: si demain les touristes américains étaient autorisés à voyager à Cuba – ils peuvent aller en vacances en Chine, au Vietnam ou en Corée du Nord mais pas à Cuba! -, un million de personnes s'y rendrait la première année et cinq millions au bout de cinq ans, ce qui générerait des ressources de près de cinq milliards de dollars pour l'économie cubaine pour le secteur touristique, c'est-à-dire près trois fois plus qu'aujourd'hui. Une telle somme améliorerait grandement le niveau de vie à Cuba qui, rappelons-le, malgré les difficultés et vicissitudes quotidiennes, reste le seul pays du tiers-monde où la malnutrition infantile n'existe pas, selon l'Unicef.

Les sanctions ont un double aspect : l'extraterritorialité et la rétroactivité. N'est-ce pas illégal au regard du droit international ?

Salim Lamrani. Les sanctions sont effectivement à la fois rétroactives et extraterritoriales, ce qui constitue une grave violation du droit international. Ainsi, depuis 1996 et l'adoption de la loi Helms-Burton, par exemple, un invesfrançais souhaitant construire un hôtel à Cuba sur des terres nationalisées dans les années 1960 risque d'être poursuivi par la justice américaine et voir ses investissements sur le territoire américain saisis. Il s'agit là d'une application à la fois rétroactive, c'est-à-dire que la loi s'applique pour des faits survenus avant l'adoption de la législation, ce qui est illégal, et extraterritoriale, c'est-à-dire que la loi sur les sanctions économiques s'applique à des nations tierces.

Par ailleurs, tout bateau de marchandises accostant un port cubain se voit interdire l'entrée du territoire américain pendant six mois.

Autre exemple, un constructeur automobile allemand ou japonais – peu importe sa nationalité en réalité – doit démontrer au département du Trésor que ses produits ne contiennent pas un seul gramme de nickel cubain pour pouvoir les vendre sur le marché états-unien. Donc, Cuba ne peut pas vendre ses ressources et ses produits aux États-Unis, mais, dans ces cas précis, elle ne pourra pas les vendre à l'Allemagne ou au Japon.

Ces mesures extraterritoriales privent ainsi l'économie cubaine de nombreux capitaux et les exportations cubaines de nombreux marchés à travers le monde.

Les sanctions ont également un impact dans le domaine de la santé.

Salim Lamrani. En effet. La Convention de Genève interdit pourtant tout embargo sur les aliments ou les médicaments, y compris en temps de guerre. Or, officiellement, Cuba et les États-Unis ne sont pas en guerre.

Pourtant, Cuba ne peut importer aucun médicament ou appareil médical des États-Unis, qui jouissent d'une situation de quasimonopole dans ce secteur.

Par exemple, les enfants cubains ne peuvent bénéficier du dispositif Amplatzer fabriqué aux États-Unis, qui permet d'éviter une chirurgie à cœur ouvert. Des dizaines d'enfants sont en attente de cette intervention. Rien que pour l'année 2010, quatre enfants âgés de trois à huit ans ont intégré cette liste. Sont-ils responsables du différend qui oppose Washington à La Havane?

Vous évoquez également l'irrationalité conduisant à certaines décisions. Qu'entendez-vous par là?

Salim Lamrani. Légalement, un touriste américain ne peut pas boire un verre de rhum Habana Club dans un café parisien! Il ne peut pas non plus fumer un cigare Cohiba lors d'un séjour en France! De la même manière, un Cubain résidant en France ne peut légalement manger un hamburger chez McDonald's!

Il s'agit là du côté irrationnel des sanctions car elles sont inapplicables, mais elles sont illustratives de l'obsession des États-Unis à l'égard de Cuba. (\*) **État de siège**. Les sanctions US contre Cuba, Éditions Estrella, 15 euros.

Entretien réalisé par Bernard Duraud

#### **QU'EST CE LA CELAC?**

La Communauté des États latino-américains et des Caraïbes a été officiellement constituée fin 2011, au Venezuela, sans les États-Unis.

'événement est historique : le sommet fondateur de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Celac) s'est tenue les 2 et 3décembre 2011, à Caracas, avec la consécration officielle de cette nouvelle organisation régionale. Cet ensemble hétérogène fait ainsi bloc pour exister de facon pluraliste, solidaire et autonome. La Celac regroupe 33 pays (550 millions d'habitants), dont Cuba, à l'exclusion des USA et du Canada. Politiquement, elle fait pièce à l'Organisation des États américains (OEA), instrument de la domination US sur le continent et complètement décrédibilisée pour l'aval qu'elle a donné à nombre de dictatures.

C'est en présence des principaux chefs d'État que se sont réunis les États de la Celac, qui, comme l'a dit Chavez, ne voulait pas « d'une nouvelle organisation qui soit sous la coupe d'Obama et de Washington ».

Le sommet a adopté une « déclaration de Caracas » et un plan d'action pour 2012, objectif construire une instance suffisamment solide pour créer un fonds régional de réserve, lorsque surgit une crise économique. D'autre part, son rôle sera de pro-

mouvoir les droits de l'homme sur le continent latino-américain. Les gouvernements se sont affranchis de la tutelle de Washington pas à pas. En 2008, une entité sous-régionale s'était déjà constituée: l'Union des nations sud-américaines (Unasur), dotée d'un conseil de défense sans les États-Unis.

Après la création, en 2004, de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (Alba) et, en 2005, à Mar del Plata, l'enterrement de la zone de libre-échange des Amériques (Alca), le centre de gravité géopolitique est désormais déplacé au sud de l'hémisphère.



## Le rêve de Simon Bolivar...

L'Amérique Latine est-elle en train de se débarrasser de la tutelle de Washington ?

Par Jean Ortiz, Universitaire

La Celac (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) vient de naître à Caracas, sans les États-Unis. L'événement est vraiment historique. Le chantier de l'intégration continentale a franchi une nouvelle étape.

Deux cents ans après les proclamations d'indépendance, 33 pays, hétérogènes, réunis à Caracas les 2 et 3 décembre 2011 (presque tous leurs chefs d'État étaient présents), ont commencé à matérialiser le slogan «l'Amérique latine aux Américains» (du Sud), que le président Roosevelt lança au début du XXe siècle avec une tout autre signification: l'Amérique

(du Sud) aux Américains (du Nord). Certes, le chemin sera encore long vers une intégration sans la tutelle de Washington, mais les vents ont tourné.

La déclaration du sommet fondateur de Caracas fixe le but final processus: une «grande patrie», le vieux rêve de Bolivar, de José Marti, des «libertadors». La Celac disposera, pour ses débuts, d'une structure légère, d'une troïka de direction (Chili, Venezuela, Cuba), qui fonctionnera entre chaque sommet annuel, et les décisions seront prises par consensus la première année et aux quatre cinquièmes des voix ensuite. Elle n'aura cependant pas de budget propre, ce qui limitera dans un premier temps ses pouvoirs.

médias Les latino-américains soulignent le «rôle moteur» du président Chavez et l'importance de la «course de fond engagée». L'Alba (Venezuela, Cuba, Équateur, Bolivie, Nicaragua et auelaues petits États des Caraïbes) aurait souhaité aller plus loin dans les structures et les moyens de l'intégration, mais le bilan reste néanmoins significatif des nouveaux rapports de forces et du recul de l'hégémonie des États-Unis.

Certes, au-delà des bonnes intentions, les contradictions et obstacles seront nombreux à dépasser:

- poids continental et ambitions régionales et internationales du Brésil,
- influence de Washington sur les gouvernements conservateurs (Mexique, Chili, Colombie, Honduras, Panama),
- contre-offensive des États-Unis (coup d'État au Honduras, ingérences multiples en Colombie, en Équateur, provocations contre Cuba...), tentatives redoublées de déstabilisation du Venezuela bolivarien...

- persistance de l'OEA (Organisation des États américains), créée jadis pour servir de «ministère des colonies» aux États-Unis et aujourd'hui affaiblie.

L'un des objectifs de nombreux pays de la Celac est, à terme, de la substituer. Un bras de fer et une course de vitesse sont désormais engagés. Les résultats des récentes consultations électorales consolident les processus démocratiques en marche.

L'élection présidentielle vénézuélienne, à l'automne 2012, constitue pour tous, d'ores et déjà, un enjeu de la plus haute importance, marqué par l'état de santé du président Chavez, qui soigne un cancer grave.

Pendant que les chefs d'État dessinaient un avenir indépendant, quelques centaines de manifestants, beaucoup de dames des beaux quartiers, comme jadis au Chili de Salvador Allende, manifestaient dans les rues de Caracas en tapant sur des casseroles. «On a faim! »... de pouvoir. Ceux-là préparent la revanche de classe

Tous les chefs d'État – certains sans doute moins spontanément que la plupart – à l'instar de l'Équatorien Correa, ont insisté sur ce «pas en avant» vers une véritable indépendance, vers une coopération économique équitable, un dialogue souverain, la résolution des conflits sans la tutelle du puissant voisin du Nord, etc.

En 1904, le poète nicaraguayen Ruben Dario écrivait à Malaga : «Vous êtes les États-Unis, vous êtes le futur envahisseur de l'Amérique qui a du sang indien...»

L'Amérique du Nord est intervenue militairement à près de 200 reprises dans l'histoire de ce qui fut son «arrière-cour». Les temps ont bien changé. Même si l'impérialisme cherche à reprendre la main, le continent lui échappe. De nombreux pays sont des laboratoires de changements sociaux et démocratiques. On débat, on tâtonne, autour du «socialisme du XXIe siècle», sans tabou...

Le 13juin 1826, Simon Bolivar, dans une lettre au «libertador» Santander, affirmait prophétiquement: «Les États-Unis semblent destinés par la providence à répandre dans notre Amérique des misères au nom de la liberté.»

Aujourd'hui, «notre Amérique», au nom de la liberté, combat la misère et la dépendance. Avec volonté politique, renforcement de l'État, des services publics, redistribution, stabilité, croissance, efforts en matière de santé et d'éducation, et des progrès sociaux reconnus par la plupart des observateurs et spécialistes.

Jean Ortiz



BULLETIN D'ADHESION ou RÉADHÉSION à FRANCE CUBA Hérault

NOM: prénom:

adresse:

téléphone : profession : adresse mail:

cotisation : 20 € /adhérent (10€ si

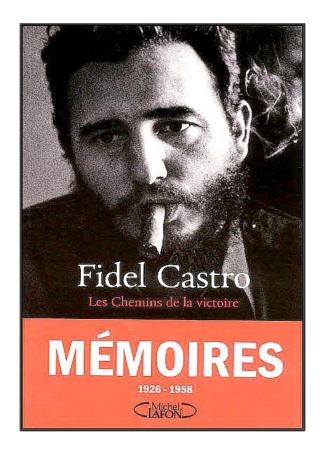
étudiant ou chômeur)

Option conseillée: abonnement à la revue nationale trimestrielle

- « **CUBA SI** » : **12** € □ cocher si accord.
- bulletin et chèque à l'ordre de France Cuba Hérault, adressés à

M. Berthelemy 38 av. Pierre et marie Curie LIGNAN/ORB 34490

\*



#### LES CHEMINS DE LA VICTOIRE

« En ce qui me concerne, à cette étape de ma vie, je suis en mesure d'offrir un témoignage qui, si cela a une certaine valeur pour les générations nouvelles, est le fruit d'un travail acharné. » — Fidel Castro

Dans ce premier tome de son autobiographie, Fidel Castro révèle de façon inédite les coulisses de la révolution cubaine. Il fait part de sa défiance pour l'impérialisme des États-Unis qui asservissait les Cubains par l'entremise de Batista, et interdisait à l'île tout développement.

Il raconte le rêve d'indépendance qui anima cette poignée de jeunes révolutionnaires, luttant pour la liberté face au géant américain, et dénonçant la corruption ainsi que les abus de pouvoir.

Enfant révolté, étudiant brillant, avocat engagé dans la lutte contre les inégalités et la terreur du régime de Batista, Fidel Castro rassemble les étudiants en quête de justice.

Il relate comment une centaine d'hommes mus par une force de conviction exemplaire et la connaissance du terrain vainquit dix mille soldats armés au cœur de la Sierra Maestra. Ce livre retrace de façon fidèle ce qui s'est passé.

700 pages - prix : 24.95€



Ci-dessus affichette commune à la Colonie espagnole et à notre association pour une soirée avec spectacle, danse et repas (apéritif, salade,fideua, fromage,dessert et vin compris).

Le nombre de places étant limité s'inscrire rapidement : 04 67 49 11 72.

La salle sera décorée avec une exposition de gravures sur bois réalisées en 1960 par des artistes cubains pour illustrer la « 1ere déclaration de La Havane » du 2 septembre 1960.